

Autogestion hier, aujourd'hui, demain, Lucien Collonges
(coord.), Editions Syllepse, 2010

Christian Vaillant

Numéro 318, octobre 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020855ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vaillant, C. (2010). Compte rendu de [*Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Lucien Collonges (coord.), Editions Syllepse, 2010]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (318), 105–108. <https://doi.org/10.7202/1020855ar>

par A.-M. Crétiéneau de façon originale dans la relation entre ESS et développement durable. L'auteure montre en effet que le développement durable trouve dans l'ESS un cadre d'expression, tandis que le développement durable constitue, en miroir, un aiguillon pour l'ESS, rappelant l'enjeu d'associer les parties prenantes dans des dynamiques participatives. A. Ndiaye, dans son analyse sur le secteur de l'insertion par l'activité économique, illustre les représentations que se font les acteurs de l'économie solidaire de la démocratie participative dans le cadre de leur partenariat avec un Plie (plan local pour l'insertion et l'emploi). Il souligne la segmentation des représentations de la participation entre accès à l'information et délégation de pouvoirs.

A cheval entre développement durable et innovation sociale, V. Billaudeau et B. Thoareau analysent dans une approche monographique le développement d'une association qui mixe objectif de production de viande et protection de l'environnement et les liens entre innovation sociale et processus médiatique. Elles soulignent cependant la difficulté à faire vivre le projet associatif et les tensions entre communication à l'externe affirmée et communication en interne limitée. On pourrait ainsi, au risque de dépasser leur pensée, souligner l'insuffisance de dynamiques participatives en interne...

Les coopératives bancaires entre émergence de nouvelles règles du jeu bancaire et secours en direction des plus démunis

Le troisième volet de l'ouvrage porte sur la question coopérative à travers deux papiers. Le premier concerne les coopératives agricoles et plus spécifiquement Yoplait, la petite fleur coopérative devenue une multinationale. L. Bobot, à partir d'un texte précédemment publié par la *Recma* (n° 310), démontre comment le choix de Yoplait dans son développement à l'international à partir de franchises a permis à la fois de renforcer son développement avec de faibles apports financiers et de développer des partenariats. Conçue comme des outils de

compétitivité, les franchises confortent aussi l'ancrage territorial. Le second texte concerne les parcours au XIX^e siècle des fondateurs (ces entrepreneurs sociaux très innovants à l'origine) des deux types de coopératives bancaires dominantes en Europe. P. Naszalyi caractérise ainsi les deux modèles de coopératives de crédit, le coopérativisme urbain de Schulze-Delitzsch, qui inspire les Banques populaires, et le solidarisme rural de Raiffeisen, qui est à l'origine du Crédit mutuel. Ces deux modèles reposent sur des innovations organisationnelles qui soit sont à l'origine de nouvelles règles du jeu bancaire, soit constituent une « béquille du capital » à travers la prise en charge des plus démunis. On retrouve ici l'analyse de Danièle Demoustier, qui en 2000, dans un article du numéro 275 de la *Recma*, énonçait déjà cette tension caractéristique de l'ESS entre alternative au capitalisme et atténuation de ses effets les plus néfastes. On trouve aussi matière à s'interroger sur les évolutions récentes des groupes bancaires coopératifs et la question de leur dépendance de sentier relativement à leurs origines. Mais là, le lecteur reste sur sa faim...

Nadine Richez-Battesti,
université de la Méditerranée et Lest-CNRS ●

Autogestion hier, aujourd'hui, demain

Lucien Collonges (coord.).
Editions Syllepse, 2010.

En ces temps de débat résolument dynamique et moderne sur l'évolution de l'économie sociale vers l'entrepreneuriat social, il est délicieusement ringard de rendre compte d'un livre qui interroge l'économie sociale sur ses rapports avec l'autogestion. *Autogestion, hier, aujourd'hui, demain* est un ouvrage de sept cents pages réalisé par un collectif, Lucien Collonges, très proche des Alternatifs, ce petit parti politique né en 1997 dont l'autogestion est un des quatre piliers, avec la solidarité, l'écologie et le féminisme (www.alternatifs.org).

Plutôt « ailleurs et avant » qu'« ici et maintenant »

Comme d'habitude, l'essentiel du livre est consacré à « ailleurs et avant » et très peu à « ici et maintenant ». On a donc droit à la Commune de Paris, à la Catalogne de 1936, à la Hongrie de 1956, à la Yougoslavie des années 60 et 70, à l'Algérie de 1962-1964, au Printemps de Prague, au Chili d'Allende, à la révolution des Œillets au Portugal, à Lip et aux années 70 en France, à Solidarnosc et, pour aujourd'hui, à l'Argentine, à la Bolivie, au Venezuela, à Porto Alegre et à l'Italie.

Chaque génération a bien le droit de revisiter ses classiques. Et c'est un peu plus fouillé que les quelques brochures anarchistes de ces vingt dernières années, d'un niveau comparable à *Autogestion, la dernière utopie?* (livre également collectif, sous la direction de Frank Georgi, paru en 2003 aux Publications de la Sorbonne), tout en étant moins universitaire, mais plus politique et avec des témoignages de première main dans certains cas. Comme ce n'est pas un livre d'histoire et qu'il ne fait « que » sept cents pages, les auteurs ont choisi de donner des points de vue plus que de faire l'histoire de chaque moment. Il vaut donc mieux avoir déjà une bonne culture générale de la question. Comme les auteurs sont nombreux et divers, ils écrivent différemment, abordent leur sujet chacun à sa manière et n'ont souvent pas tout à fait le même point de vue sur l'autogestion : certains très anticapitalistes et d'autres moins, certains très anti-marché et d'autres moins, certains très anti-État et d'autres moins. Deux choses les unissent : s'auto-organiser et coopérer est en quelque sorte dans la « nature humaine », au moins autant que la compétition, et cela vient tout « naturellement » aux humains ; l'autogestion naît dans les luttes et n'a d'avenir que dans sa généralisation mondiale.

Une connaissance théorique de l'économie sociale

C'est là que l'on en vient à l'économie sociale et à « ici et maintenant ». En ce qui concerne l'ES : deux articles de seize et six pages sur

les coopératives, deux articles de trois et six pages sur les associations. En ce qui concerne aujourd'hui en France : deux pages sur Ceralep, trois sur le lycée autogéré de Paris et six sur les lieux associatifs autogérés culturels en France. En dehors des trois exemples développés, ce sont des généralités. Les auteurs connaissent les principes de l'ES, les règles légales, mais probablement très peu ces organisations en France. Ainsi, les trois pages généralistes consacrées aux associations sont essentiellement une charge contre la gouvernance non démocratique des associations (président à vie, etc.) ; cette charge n'est certes pas infondée, mais la richesse du fait associatif appellerait d'autres développements. À l'inverse, les auteurs ne développent aucune analyse concrète du fonctionnement des coopératives, que ce soit au sein d'entreprises particulières ou au sein des mouvements.

Les coopératives, c'est bien, mais ça ne peut pas durer

Globalement, le discours sur la coopération est positif. Encore faut-il entendre exclusivement coopérative de production, Scop dans la terminologie française, les coopératives de consommateurs ou d'usagers ou encore celles d'entrepreneurs ne semblant pas exister. Ne sont données comme cas de figure que les coopératives qui naissent de luttes sociales. Jamais le moindre exemple de gens qui décident de monter une Scop simplement parce que cela leur plaît. À l'occasion d'une grève ou de la désertion d'un patron, les travailleurs se disent « spontanément » : « *Et si on s'organisait nous-mêmes?* » Ce qui est d'ailleurs assez vrai : l'idée vient assez facilement, en dehors de toute réalisation effective. Le point de vue du livre, c'est que c'est très bien, très pédagogique... mais sans avenir s'il n'y a pas de généralisation du processus à l'ensemble de la société, voire aujourd'hui au monde entier. La raison ? Elle est en gros la même et reprise de Rosa Luxembourg : pas d'autogestion durable d'une entreprise au sein du marché capitaliste ; la Scop soumise à la concurrence des entreprises capitalistes ne peut que faire subir à ses travailleurs le même

sort que celui des travailleurs de ces dernières. C'est un peu vrai, mais c'est très court comme argumentation, car rien n'est dit sur l'extorsion de la plus-value *a priori* absente dans la Scop. Est aussi évoquée la faiblesse chronique de capitaux, de fonds propres, dans les structures de l'ES, ce qui là aussi est vrai, mais un peu court.

Voici au mieux ce qu'est l'ES: « *La conquête d'espaces démocratiquement planifiés, c'est-à-dire où la logique de marché ne domine pas (coopératives de production et/ou de consommation, entreprises de l'économie solidaire réellement engagées dans une autre logique, structures et lieux de vie alternatifs liés à l'altermondialisme), est une condition nécessaire – mais non suffisante – de la conquête de l'hégémonie politique et culturelle. Elle prépare les moments où l'exaspération de masse peut se transformer en explosion et donne à voir d'autres possibles. C'est un travail de "démarchandisation" et de désaliénation des pratiques sociales et des représentations. Un renouveau du potentiel subversif des imaginaires.* » La formule est belle et la phrase dit bien que les structures de l'ES « préparent » l'explosion, donc qu'elles la précèdent, dans la durée. Pour une fois, elles ne sont pas condamnées à disparaître rapidement.

Une vraie question évitée

De plus, le grand mot est lâché dans cette citation: l'aliénation. Il revient à deux ou trois reprises dans le livre pour dire que l'analyse de l'aliénation devrait être reprise en profondeur. Malheureusement, les auteurs ne le font pas, et c'est bien dommage, car c'est probablement le cœur du problème. Dans leur schéma, l'auto-organisation, l'autogestion, ne naît que dans les luttes; de plus, ils soulignent la très forte mobilisation permanente nécessaire ensuite face au risque de dérive bureaucratique (après le Grand Soir). C'est à ce sujet qu'est évoquée la question de l'aliénation, mais cela ne va pas plus loin. Ceux qui travaillent ou ont travaillé dans une entreprise autogérée, voire dans une simple coopérative, ont constaté que cela provoque dans l'entourage une certaine curiosité, voire une certaine sympathie, mais extrêmement rarement

l'imitation. Aliénation, servitude volontaire, évaluation rationnelle des avantages comparatifs: il faudrait vraiment creuser la question si l'on veut que le modèle s'étende. A vrai dire, on peut difficilement reprocher aux Alternatifs de n'apporter aucune réponse nouvelle à cette question, étant donné l'état du débat idéologique et intellectuel actuel.

Bibliographie: très insuffisante sur « ici et maintenant »

Et cela nous mène à la très copieuse bibliographie. Environ sept cents références (livres, brochures, articles...). Massivement, bien sûr, des années 60 au début des années 80, et un peu plus de 10 % tout de même pour les années 2000. Mais pour ces dernières, il s'agit pour l'essentiel de brochures ou d'articles des anarchistes et des Alternatifs, de références en espagnol. Les seules références françaises de type universitaire se comptent sur les doigts d'une main.

Il faut souligner l'absence du réseau Repas (www.reseautrepas.free.fr) et de ses éditions. Certes, il y a dans la bibliographie *Scions... travaillait autrement? Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré* (Michel Lulek, éditions Repas), mais c'est visiblement dû au fait qu'il y a le mot « autogéré » dans le titre et que c'est le résultat d'une recherche par mot-clé sur Internet. Sinon, il y aurait tous les autres livres des éditions Repas, notamment *Godin, inventeur de l'économie sociale* (Jean-François Draperi) ou *Faire des hommes libres: Boimondau et les communautés de travail à Valence, 1941-1982* (Michel Chaudy). On peut penser qu'aurait également été bienvenu un article sur les diverses entreprises du réseau Repas. Elles ont certes un peu pour principe « Pour vivre heureux, vivons cachés », mais elles ne sont pas inaccessibles. Un certain nombre d'entre elles sont d'ailleurs présentées sur www.autogestion.coop (un site mentionné dans la bibliographie, mais visiblement non visité par les auteurs).

On ne peut donc que constater que, si l'on ne voit pas, c'est que l'on ne veut pas voir: des entreprises autogérées existent, fonctionnent depuis

des années, voire des décennies, sont facilement repérables pour peu qu'on le veuille... mais vraisemblablement non. C'est très caractéristique dans l'avant-dernier article, signé d'un tout nouveau Collectif pour des alternatives solidaires, qui se propose de créer un site pour recenser les expériences autogérées en France. Bien entendu,

il n'y est fait référence à aucune initiative de ce type existant déjà, et lorsqu'on se rend sur le site (www.alternatives-solidaires.fr) on trouve exactement trois expériences françaises...

***Christian Vaillant,
militant autogestionnaire,
Scop La Navette ●***